



Professeure diffamée dans un collège : Gabriel Attal promet des sanctions



Gabriel Attal a assuré que des postes seraient mis en place dans le collège d'Issou en « renfort des équipes de vie scolaire ». (Miguel MEDINA/AFP)

Publié le 12 déc. 2023 à 11:00 Mis à jour le 12 déc. 2023 à 11:01

Une visite pour apaiser les tensions. Le ministre de l'Éducation nationale, Gabriel Attal, s'est rendu lundi dans le collège Jacques Cartier d'Issou, dans les Yvelines.

L'établissement scolaire est scruté de près depuis vendredi : l'équipe pédagogique du collège y a exercé son droit de retrait, pendant deux jours, après qu'une professeure de français a été la cible d'accusations de racisme et d'islamophobie.

A l'origine de ce mouvement : un incident survenu jeudi lors d'un cours pendant lequel la professeure de français du collège a montré à une classe de sixièmes « Diane et Actéon » de Giuseppe Cesari, une oeuvre du XVII^e siècle. La peinture, sur laquelle figurent cinq femmes nues, a suscité l'émoi de certains élèves.

« Des élèves ont détourné les yeux, se sont sentis offusqués, ont dit être choqués », a rapporté Sophie Vénétiay, secrétaire générale du Snes-FSU, le premier syndicat d'enseignants en collèges et lycées. Une rumeur aurait ensuite pris le dessus. « Certains (des élèves) ont prétendu aussi que la professeure aurait tenu des propos racistes » lors d'une heure de « vie de classe », a-t-elle précisé.

Procédure disciplinaire et ouverture de postes

La tension a encore crû quand un parent d'élève a envoyé un courriel au chef d'établissement. Il affirme que son fils a été empêché de s'exprimer pendant cette heure de cours et qu'il allait porter plainte, a précisé Sophie Vénétiay.

En visite sur place, le ministre a tenté de désamorcer les tensions. Gabriel Attal a ainsi annoncé l'ouverture d'une « procédure disciplinaire à l'endroit des élèves qui sont responsables de cette situation et qui ont d'ailleurs reconnu les faits ». « A chaque entorse à nos règles, à chaque atteinte à nos valeurs et à nos principes il doit y avoir une sanction. »

Le ministre a en outre indiqué que des postes seraient mis en place en « renfort des équipes de vie scolaire ». Gabriel Attal a ainsi évoqué « un poste de CPE mais aussi des renforts s'agissant des assistants d'éducation et d'AESH (accompagnants des



élèves en situation de handicap) ». En plus de ces annonces, une équipe académique « valeurs de la République » va être déployée au collège Jacques-Cartier, a ajouté le ministre.

Climat « très dégradé »

Ces annonces interviennent alors que syndicats d'enseignants et élus dénoncent les difficultés rencontrées par l'équipe pédagogique. Cet incident est la « goutte d'eau qui a fait déborder le vase » dans un collège où l'équipe éducative manque de moyens, ont-ils déploré lundi.

« Le mal-être perceptible, la multiplication des incidents et l'augmentation des cas de violence caractérisent désormais le quotidien de notre établissement », détaille un courriel envoyé vendredi par l'équipe éducative aux parents d'élèves, qui ne mentionne pas l'incident concernant l'oeuvre d'art. La secrétaire générale du syndicat Snes-FSU a, elle, déploré un « climat très dégradé » et le « manque de soutien [...] de l'institution, Direction académique et rectorat », en dépit de « plusieurs alertes ».

Un diagnostic partagé par le maire d'Issou Lionel Giraud (DVG). « Le droit de retrait porte sur l'accumulation de faits dont celui dont nous parlons mais qui est un fait parmi d'autres », a-t-il avancé lundi. Pour rappel, le droit de retrait permet à un salarié de cesser son travail en cas de danger imminent pour sa vie ou sa santé.

Même son de cloche chez les parents. « On comprend la réaction vive des enseignants de ce collège, après les assassinats de Samuel Paty - qui a eu lieu dans les Yvelines aussi - ou encore Dominique Bernard », a commenté Laurent Zameczkowski, porte-parole de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public.

